

*L'Adresse—Mme Kim Campbell*

[Traduction]

Vancouver-Centre est la partie la plus commerçante de la ville. Des milliers de petits commerces aussi bien que des cabinets de profession libérale et des bureaux de société en font un secteur important du point de vue de l'emploi. En outre, deux grands hôpitaux, St Paul's et Vancouver General, constituent le foyer d'un important secteur hospitalier. De nombreux organismes à vocation artistique et culturelle ont leur siège dans Vancouver-Centre où théâtres et galeries abondent.

Vancouver s'enorgueillit d'être pour le Canada la voie d'accès au Pacifique. En 1979, le gouvernement progressiste conservateur a instauré l'initiative Asie-Pacifique qui a beaucoup contribué à stimuler le rôle de Vancouver et du Canada dans le Pacifique. L'honorable Pat Carney, qui m'a précédée en tant que députée de Vancouver-Centre, a fait progresser de façon spectaculaire le commerce entre le Canada et l'Asie pendant qu'elle était ministre du Commerce international. Notre gouvernement a poursuivi en ce sens et soutenu Vancouver dans ses efforts pour jouer ici un rôle de premier plan, au moyen de diverses initiatives dont celle qui tendait à faire de cette ville un centre bancaire international.

Vancouver-Centre est le cœur commercial non seulement de la ville mais aussi de la province. C'est l'endroit qui reflète par excellence l'interdépendance économique de toutes les régions de la Colombie-Britannique. La richesse qui permet l'existence des gratte-ciel du centre-ville et crée un secteur des services énorme provient en bonne part de l'arrière-pays et des petites collectivités de la province. Les habitants et les travailleurs du centre de Vancouver connaissent pertinemment la précarité d'une économie non diversifiée, fondée sur les ressources. Vancouver-Centre constitue le poulx économique de la province tout entière.

Quand j'étais députée provinciale d'octobre 1986 à octobre 1988, j'ai parcouru d'un bout à l'autre la Colombie-Britannique.

• (1750)

Je suis maintenant très consciente de l'énergie et de la créativité que je vois dans ma province. Je sais maintenant combien le manque d'accès à un grand marché régional a souvent brimé les aspirations économiques des citoyens de la Colombie-Britannique. Comme les autres résidents de ma province, j'ai été consternée de voir combien de nos gens les plus créateurs et les plus productifs sont allés s'installer à Toronto ou aux États-Unis pour accéder à un marché assez vaste et rentabiliser leur entreprise.

J'ai pu voir combien la politique de l'escalade douanière aux États-Unis a freiné la croissance des industries de production à valeur ajoutée dans notre économie

basée sur les richesses naturelles. A titre d'ancienne présidente du conseil scolaire de Vancouver, j'ai pu constater dans quelle mesure une récession, en réduisant les recettes publiques, empêche directement la société de tenir ses engagements envers les jeunes sans avoir à hypothéquer leur avenir.

Ce n'est pas sans peine que j'ai décidé de me porter candidate à la dernière élection, car il me fallait pour cela abandonner mon siège à l'Assemblée législative. Mais je me sentais incapable de rester là à ne rien faire et d'assister à la destruction d'un accord qui promettait autant de régler les problèmes socio-économiques dont la solution me tient tellement à cœur.

**Des voix: Bravo!**

**Mme Campbell (Vancouver-Centre):** Comment la ville de Vancouver pourra-t-elle conserver sa créativité et sa vitalité, si elle n'a pas un accès sûr à un grand marché? Comment les industries canadiennes pourront-elles soutenir la concurrence sur le marché international si leur vigueur est fondée sur des mesures protectionnistes qui nuisent à l'efficacité, si nécessaire dans un contexte de concurrence internationale, monsieur le Président? Comment le Canada pourra-t-il demeurer une société humanitaire et continuer à investir dans le capital humain s'il n'a pas une économie dynamique et diversifiée pour lui permettre de le faire?

Au cours du récent débat sur l'Accord de libre-échange, d'aucuns ont parlé de l'histoire du Canada et de la supposée menace que l'Accord de libre-échange poserait à l'endroit du caractère sacré de cette histoire. La vision de l'histoire canadienne qui ressort de cet argument semble plutôt partielle et myope. Au cours des 120 années de notre histoire, les habitants des régions du Canada ont eu bien des raisons de se sentir victimes d'une profonde injustice. Tous ceux qui ont étudié l'histoire politique du Canada savent combien elle a été influencée par l'opposition qu'ont manifestée les Canadiens de l'Ouest à l'égard de la politique douanière. Rappelons que le mot «progressiste» a été ajouté au nom du parti progressiste conservateur quand John Bracken—leader du parti progressiste et partisan de la réduction des droits de douane—est devenu le chef du parti conservateur.

La Colombie-Britannique s'oppose à la politique douanière pour deux raisons. Premièrement, les droits élevés qu'on impose aux importations américaines dans le but de protéger les industries canadiennes se traduisent par des coûts élevés en Colombie-Britannique, soit environ 5,7 milliards de dollars au cours des 20 dernières années seulement.

Deuxièmement, les négociations qu'ont entreprises les gouvernements canadiens avec les États-Unis afin que ceux-ci réduisent leurs droits de douane ont surtout